

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1100 (2008 — 4023)

[C — 2009/29146]

**24 OCTOBRE 2008. — Décret déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française. — Erratum**

Dans le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, publié dans le *Moniteur belge* du 12 novembre 2008, à la page 59038, à l'article 7, 2°, il faut lire « du décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française; » au lieu de « du décret du 12 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française; ».

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1100 (2008 — 4023)

[C — 2009/29146]

**24 OKTOBER 2008. — Decreet tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socio-culturele sectoren van de Franse Gemeenschap. — Erratum**

In het decreet van 24 oktober 2008 tot bepaling van de voorwaarden voor de subsidiëring van de tewerkstelling in de socioculturele sectoren van de Franse Gemeenschap, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 november 2008, pagina 59038, in artikel 7, 2°, van de Franse tekst dient te worden gelezen « du décret du 19 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française; » in plaats van « du décret du 12 octobre 2007 relatif à l'instauration d'un cadastre de l'emploi non-marchand en Communauté française; ».

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1101

[C — 2009/27058]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 8, 9, 17, alinéa 1<sup>er</sup>, et 45, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis n° 44.774/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998, prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle n'a pas émis d'observation;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions sectorielles s'appliquent aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine visées aux rubriques 41.00.02.01 et 41.00.02.02 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine visées aux rubriques 41.00.03.02 et 41.00.03.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

- 1° prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau souterraine;
- 2° zone de prise d'eau : la zone telle que définie aux articles D.2, 93° et R.154 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;
- 3° ouvrage de prise d'eau : tous les puits, les captages, les drainages et, en général, tous les ouvrages et les installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau, y compris les captages de sources à l'émergence;

- 4° installation de surface : la partie de l'ouvrage de prise d'eau située en surface ainsi que le bâtiment le protégeant, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle;
- 5° Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;
- 6° eau souterraine : toute eau qui se trouve sous la surface du sol, dans la zone de saturation, en contact direct avec le sol ou le sous-sol. L'eau de source à l'émergence est une eau souterraine;
- 7° eau potabilisable : toute eau souterraine ou de surface qui naturellement ou après un traitement approprié physico-chimique ou micro-biologique est destinée à être distribuée pour être bue sans danger pour la santé;
- 8° eau destinée à la consommation humaine : l'eau, soit en l'état, soit après traitement, destinée à la boisson, à la cuisson, à la préparation d'aliments, ou à d'autres usages domestiques, quelle que soit son origine, et qu'elle soit fournie par un réseau de distribution par canalisations ou à partir d'une prise d'eau privée, d'un camion-citerne ou d'un bateau-citerne, ainsi que l'eau fournie aux établissements alimentaires à partir d'un réseau de distribution avant toute manipulation ou tout traitement dans ces établissements;
- 9° pompage d'essai : le pompage n'excédant pas une durée de douze mois réalisé en vue de déterminer les caractéristiques de la nappe aquifère sollicitée;
- 10° pompage temporaire : le pompage réalisé à l'occasion de travaux de génie civil publics ou privés;
- 11° établissement existant : l'établissement exploité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Un établissement pour lequel une demande de permis a été introduite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

#### CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** La zone de prise d'eau est aménagée de manière à ce que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie.

Les parties non bâties de la zone de prise d'eau sont aménagées de manière à empêcher toute contamination des eaux.

**Art. 4.** L'ouvrage de prise d'eau, les piézomètres éventuels, ainsi que tout ouvrage annexe nécessaire à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, sont réalisés et aménagés de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée. Les caractéristiques des matériaux utilisés garantissent de façon durable la qualité des ouvrages et des eaux souterraines.

Lorsque les ouvrages visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont situés dans une zone d'aléa d'inondation, ceux-ci sont placés dans un local étanche muni d'un système garantissant l'évacuation des eaux d'infiltration éventuelles. A défaut, la tête de ces ouvrages est rendue étanche et dépasse le niveau du sol d'une hauteur suffisante.

**Art. 5.** Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, son accès est défendu à toute personne non autorisée par l'exploitant au moyen d'un dispositif étanche comportant un couvercle ou une porte et muni d'un système de fermeture à clef.

L'ouvrage de prise d'eau est équipé d'un repère altimétrique identifié comme tel, inamovible, inaltérable, bien visible.

**Art. 6.** L'ouvrage de prise d'eau est équipé d'un compteur d'eau, accompagné d'une attestation de conformité et d'un certificat d'étalonnage, d'un des types suivants :

- 1° compteur dynamique à turbine;
- 2° compteur volumétrique à piston rotatif;
- 3° compteur électromagnétique équipé d'un mesureur intégrateur de débit.

Les conditions particulières peuvent prévoir le placement d'un autre type de compteur ou d'un système de comptage du volume d'eau en cas d'impossibilité technique d'installer ou d'utiliser un des trois compteurs visés à l'alinéa précédent.

**Art. 7.** Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, il est équipé :

- 1° d'un dispositif permettant la prise d'échantillons représentatifs de l'eau brute;
- 2° d'un dispositif de mesure du niveau d'eau.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 8.** Les conditions particulières peuvent imposer des mesures de protection supplémentaires dans la zone de prise d'eau dans le cas où l'application de l'article R. 157 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau conduit à une réduction de la zone par rapport à la délimitation prescrite à l'article R. 154 du même Code.

**Art. 9.** Sont interdites dans la zone de prise d'eau, toute activité et installation autres que celles nécessaires à l'usage de la prise d'eau.

**Art. 10.** L'exploitant assure la protection des eaux contre toute atteinte en provenance de la zone de prise d'eau, même du fait des tiers.

**Art. 11.** L'exploitant place là où il est possible de pénétrer dans la zone de prise d'eau une enceinte visant à en interdire l'accès pour autant que la zone de prise d'eau ne soit pas incluse dans une enceinte plus large protégée contre les intrusions.

**Art. 12.** Un panneau conforme au modèle visé à l'annexe I<sup>re</sup> est apposé de manière à être visible depuis tous les accès à la zone de prise d'eau.

**Art. 13.** Les conditions particulières peuvent imposer des mesures permettant de s'assurer que la quantité totale d'eau prélevée dans une nappe aquifère ne dépasse pas le volume annuel moyen de l'alimentation naturelle de ladite nappe.

Les conditions particulières peuvent imposer des mesures permettant de s'assurer que la quantité totale d'eau prélevée dans une nappe aquifère ne dépasse pas un volume garantissant à tout moment le débit d'étiage des cours d'eau alimentés par ladite nappe.

**Art. 14.** Lorsque le puits dont l'exploitation est définitivement abandonnée n'est pas mis à la disposition de la Région wallonne pour servir à des contrôles piézométriques et/ou qualitatifs, il est remblayé aux frais de l'exploitant selon les prescriptions visées à l'annexe II.

#### CHAPITRE IV. — *Exploitation de pompages d'essai et de pompages temporaires*

**Art. 15.** Les chapitres II et III, à l'exception des articles 4, alinéa 1<sup>er</sup>, et 13, alinéa 2, ne s'appliquent pas aux pompages d'essai et aux pompages temporaires.

**Art. 16.** Les conditions particulières indiquent les mesures de protection temporaires et particulières à prendre afin d'éviter toute pollution des eaux.

**Art. 17.** L'eau prélevée est évacuée au moyen de conduites étanches à une distance suffisante de manière à éviter toute stagnation ou infiltration.

**Art. 18.** Les puits réalisés en vue de pompages d'essai sont équipés de manière à permettre la mesure facile et correcte de la profondeur de l'ouvrage et du niveau d'eau de la nappe aquifère.

**Art. 19.** L'exploitant prend les mesures nécessaires pour éviter d'altérer l'eau souterraine. Il est notamment tenu d'assurer la protection de celle-ci contre toute atteinte en provenance de l'aire de protection temporaire, même du fait des tiers.

**Art. 20.** L'exploitant d'un pompage temporaire envoie à l'Administration l'agenda des travaux au moins quinze jours avant le début des travaux. Toute modification de l'agenda est immédiatement signalée à l'Administration.

Les fouilles sont isolées autant que possible de la nappe phréatique. L'exhaure est réduite au maximum en temps et en volume.

L'exploitant tient un journal de chantier dans lequel il consigne les informations utiles quant aux venues d'eau. La capacité des pompes et leur durée de fonctionnement y sont consignées quotidiennement.

Les volumes d'eau captés sont comptabilisés en multipliant le débit horaire des pompes par le nombre d'heures de fonctionnement, toute heure entamée étant considérée comme une heure entière.

Le cas échéant, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'aire de protection temporaire sont déviées par des dispositifs appropriés.

Afin d'éviter toute contestation avec les riverains en cas de dégâts éventuels aux immeubles, l'exploitant établit un état des lieux préliminaire avant le début des travaux et un état de recollement après travaux.

**Art. 21.** L'exploitant envoie à l'Administration un rapport de conclusions dans les trois mois qui suivent le terme des pompages d'essai ou des pompages temporaires. Ce rapport contient au minimum les informations suivantes :

- 1° les périodes de pompages;
- 2° les débits prélevés pendant chaque période;
- 3° le niveau de l'eau mesuré avant pompage ainsi que la situation du repère de mesure;
- 4° le niveau minimum de l'eau mesuré pendant chaque période.

**Art. 22.** Les conditions particulières précisent les modalités de stockage des produits liquides susceptibles de contaminer les eaux souterraines.

#### CHAPITRE V. — *Prévention des accidents*

**Art. 23.** Toute pollution constatée par l'exploitant ou portée à sa connaissance, atteignant ou risquant d'atteindre l'ouvrage de prise d'eau, ou toute altération significative et brutale de la qualité de l'eau prélevée est immédiatement signalée à l'Administration.

#### CHAPITRE VI. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 24.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance l'attestation de conformité et d'étalonnage du compteur d'eau installé conformément aux dispositions de l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 25.** L'exploitant de la prise d'eau est tenu de déclarer annuellement et au plus tard pour le 31 mars le volume d'eau prélevé au cours de l'année précédente à l'Administration.

Un formulaire à compléter lui est préalablement envoyé par l'Administration.

**Art. 26.** L'exploitant relève le niveau de l'eau dans le puits et/ou dans les piézomètres une fois par mois. Le résultat de ces relevés et celui des relevés de comptage des volumes sont immédiatement consignés dans un registre ad hoc, accessible au fonctionnaire chargé de la surveillance et à l'Administration à tout moment pour consultation sur les lieux de l'exploitation (ou, en cas d'impossibilité, à l'endroit indiqué par l'exploitant).

**Art. 27.** L'Administration contrôle le bon état des dispositifs de mesure visés aux articles 6 et 7. Elle est informée de toute modification ou remplacement de ces dispositifs.

**Art. 28.** Les conditions particulières peuvent imposer les prescriptions relatives au contrôle quantitatif et qualitatif, notamment conformément aux articles D.180 à D.193, R. 43bis à R. 43bis-5 et R.226 et aux annexes IV.II et XI du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

Les conditions particulières peuvent également imposer les débits horaires, journalier et annuel maximum autorisés.

**Art. 29.** Les articles 26, 27 et 28 ne s'appliquent pas aux pompages d'essai et aux pompages temporaires.

#### TITRE II. — Dispositions modificatives

**Art. 30.** Dans l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« La décision accordant le permis d'environnement portant sur une prise d'eau mentionne :

- 1° les dispositifs de prise d'eau;
- 2° les modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
- 3° l'utilisation de l'eau captée;
- 4° le volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
- 5° la fréquence des relevés de comptage des volumes et au contrôle de la qualité de l'eau prélevée.

Elle mentionne également, le cas échéant :

- 1° l'isolement des différentes nappes aquifères;
- 2° la préservation des prises d'eau souterraines dans le voisinage;
- 3° la sécurité des personnes et des biens;
- 4° la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs;
- 5° les modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes. »

**Art. 31.** Dans l'article 46 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 :

« La décision accordant le permis unique portant sur une prise d'eau mentionne au minimum :

- 1° les dispositifs de prise d'eau;
- 2° les modalités de réalisation et d'équipement de l'ouvrage;
- 3° l'utilisation de l'eau captée;
- 4° le volume d'eau maximal à prélever par jour et par an;
- 5° la fréquence des relevés de comptage des volumes et au contrôle de la qualité de l'eau prélevée.

Elle mentionne également, le cas échéant :

- 1° l'isolement des différentes nappes aquifères;
- 2° la préservation des prises d'eau souterraines dans le voisinage;
- 3° la sécurité des personnes et des biens;
- 4° la localisation des piézomètres destinés à la mesure des paramètres hydrogéologiques liés à la nappe exploitée et au prélèvement d'échantillons y relatifs;
- 5° les modalités de réalisation et d'équipement d'ouvrages annexes nécessaires à l'exploitation et constituant un risque d'introduction de pollution, tels que des puits d'accès et d'aération de galeries captantes. »

#### TITRE III. — Dispositions transitoires et finale

**Art. 32.** Le titre premier s'applique aux établissements existants dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° les articles 4, alinéa 2 et 5, s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 2° l'article 7, 2°, ne s'applique pas aux établissements existants.

**Art. 33.** Pour le titre II, les demandes de permis pour l'exploitation d'une prise d'eau introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 34.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

Annexe I<sup>re</sup>

 <p><b>RÉGION WALLONNE</b></p> <p><b>ENTREE INTERDITE</b></p> <p><b>ZONE DE PRISE D'EAU</b></p> <p>Ne sont autorisées à l'intérieur d'une zone de prise d'eau que les activités en rapport direct avec la production d'eau en ce compris l'entretien et l'aménagement des prises d'eau.</p>	<p>CADRE RESERVE A L'EXPLOITANT</p> <p>Mention obligatoire : NOM DE L'EXPLOITANT</p> <p>Mentions facultatives :  - SIGLE DE LA SOCIETE  - NOM DE LA PRISE D'EAU  - NUMERO DE TELEPHONE, DE REFERENCE, ...  - COMMUNE, ...</p>
<p><b>EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. "Nom de l'exploitant" : "n° de téléphone de la personne à contacter"</li> <li>2. Région wallonne – SOS POLLUTION : 070.23.30.01 (24h/24)</li> <li>3. Protection civile : SERVICE 100</li> <li>4. Numéro d'appel d'urgence unique européen : 112</li> </ol>	

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE II : REMBLAYAGE D'UN PUIT

Le comblement d'un puits est effectué dans les règles de l'art suivant les techniques appropriées garantissant l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine traversées et l'absence de transfert de pollution.

La méthode recommandée consiste à injecter sous pression du béton maigre à partir de la base de l'ouvrage de prise d'eau en remontant jusqu'à proximité du sol de manière à assurer une parfaite homogénéité de la cimentation.

Toutefois, lorsque l'on constate un risque d'introduction du ciment dans l'aquifère, notamment si les crépines sont endommagées et que l'aquifère comporte des fissures importantes, le remblai est effectué au moyen de gravier propre et siliceux de diamètre approprié au diamètre du puits jusqu'au dessus du niveau de l'eau.

Au-dessus de ce niveau, le puits est rempli d'un mètre minimum d'argile gonflante ou d'un coulis de ciment pur, surmonté jusqu'à proximité du sol d'un des matériaux suivants :

- 1° sable ou gravier de diamètre adapté au diamètre du puits;
- 2° argile gonflante;
- 3° coulis de ciment pur;
- 4° béton ou mortier fluide;
- 5° remblais inertes non terreux et non schisteux de diamètre adapté au diamètre du puits.

L'obturation finale est constituée d'une dalle en béton armé coulée sur place, de 0,20 m d'épaisseur minimum, centrée sur le puits et de dimension suffisante pour couvrir ce dernier avec un débordement périphérique d'un mètre minimum. L'armature est calculée de manière à ce que la dalle demeure intacte dans les conditions locales d'utilisation du site. Les équipements du puits sont coupés à un niveau tel qu'ils soient noyés dans la dalle à 10 centimètres minimum sous la surface de celle-ci. Lorsqu'une construction est prévue sur le puits remblayé, la dalle obturant le puits sera enterrée et désolidarisée de celle-ci. Lorsque le terrain est rendu aux cultures, ce dispositif est enterré à un mètre de profondeur puis recouvert de terre arable.

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1101

[C — 2009/27058]

**12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 9, 17, Absatz 1, und 45 § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 9. Juli 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 44.774/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass vorliegender Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft, und dass die Europäische Kommission keine Bemerkungen geäußert hat;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

## TITEL I — Allgemeines

## KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Die vorliegenden sektorbezogenen Bedingungen sind folgende Anlagen anwendbar: Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser im Sinne der Rubriken 41.00.02.01 und 41.00.02.02 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, und Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser im Sinne der Rubriken 41.00.03.02 und 41.00.03.03 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.



**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

- 1° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von Grundwasser;
- 2° Wasserentnahmezone: die Zone im Sinne der Artikel D.2, 93° und R. 151 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;
- 3° Wasserentnahmebauwerk: alle Brunnen, Wasserfassungsstellen, Entwässerungsgräben und allgemein alle Bauwerke und Anlagen, die eine Grundwasserentnahme bezwecken oder verursachen, einschließlich der Fassung von Überlaufquellen;
- 4° oberirdische Anlage: der Teil des Wasserentnahmebauwerks, der sich an der Erdoberfläche befindet, sowie das Gebäude, durch das es geschützt wird, einschließlich der Lüftungssysteme und der Kontrollöffnungen;
- 5° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- 6° Grundwasser: alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht. Das Quellenwasser an der Austrittsstelle gilt als Grundwasser;
- 7° zu Trinkwasser aufbereitetes Wasser: jedes Grund- oder Oberflächenwasser, das auf natürliche Weise oder nach einer geeigneten chemisch-physikalischen oder mikrobiologischen Aufbereitung verteilt werden soll, um getrunken zu werden, ohne die Gesundheit zu gefährden;
- 8° für den menschlichen Gebrauch bestimmtes Wasser: das Wasser, sei es im ursprünglichen Zustand oder nach Aufbereitung, das zum Trinken, zum Kochen, zur Zubereitung von Speisen oder zu anderen häuslichen Zwecken bestimmt ist, und zwar ungeachtet seiner Herkunft und ungeachtet dessen, ob es aus einem Verteilungsnetz durch Rohrleitungen, ab einer privaten Wasserentnahmestelle oder in Tankfahrzeugen bereitgestellt wird, sowie das Wasser, das den Lebensmittelunternehmen aus einem Verteilungsnetz zugeführt wird, bevor es in diesen Unternehmen behandelt oder aufbereitet wird;
- 9° Pumpversuch: der Pumpvorgang, der nicht länger als zwölf Monate dauert, und durchgeführt wird, um die Merkmale der beanspruchten Grundwasserleitschicht zu bestimmen;
- 10° zeitweilige Pumparbeiten: Pumparbeiten, die im Rahmen öffentlicher oder privater (Tief)bauarbeiten durchgeführt werden;
- 11° bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bereits bewirtschaftet ist. Ein Betrieb, für den ein Genehmigungsantrag vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses eingereicht worden ist, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im kraft Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt.

#### KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

**Art. 3** - Die Wasserentnahmezone wird derart gestaltet, dass das Niederschlagswasser, das von der Zone selbst stammt, abfließen und jede Art von Wasser, das von auswärts eindringt, weder in die Zone eindringen, noch sich an ihrer Randzone ansammeln kann.

Die nicht bebauten Teile der Wasserentnahmezone sind derart gestaltet, dass eine Verunreinigung des Wassers verhindert wird.

**Art. 4** - Das Wasserentnahmebauwerk, die eventuellen Piezometer, sowie jegliches Nebenbauwerk, das für den Betrieb notwendig ist und ein Risiko des Eindringens von Schadstoffen darstellt, werden derart gebaut und eingerichtet, dass jegliche Verunreinigung des Grundwasservorkommens und des entnommenen Wassers vermieden wird. Die Eigenschaften der benutzten Baustoffe müssen die Qualität der Bauwerke und des Grundwassers auf dauerhafte Weise sichern.

Befinden sich die in Absatz 1 erwähnten Bauwerke in einem hochwassergefährdeten Gebiet, dann müssen sie in einem Raum untergebracht werden, der selbst wasserdicht ist, und mit einem System ausgerüstet ist, durch das die Abfuhr des eventuellen einsickernden Wassers gewährleistet wird. Ist dies nicht möglich, wird der Kopf des Bauwerks wasserdicht gemacht, wobei er sich hoch genug über dem Boden befindet.

**Art. 5** - Ist das Wasserentnahmebauwerk ein Brunnen, so wird der Zugang zu dem Bauwerk vom Betreiber mittels einer undurchlässigen Vorrichtung, die mit einer verschließbaren Klappe oder Tür versehen ist, Unbefugten untersagt.

An dem Bauwerk wird eine feste, nicht wegnehmbare, unveränderbare, gut sichtbare und als solche identifizierte Höhenmarke angebracht.

**Art. 6** - Das Wasserentnahmebauwerk ist mit einem Wasserzähler ausgerüstet, für den eine Konformitäts- und Eichbescheinigung vorliegt. Der Wasserzähler ist vom folgenden Typ:

- 1° dynamischer Flügelradzähler, oder
- 2° Volumenzähler mit Drehkolben, oder
- 3° elektromagnetischer Zähler, mit einem integrierenden Durchflussmessgerät.

In den Sonderbedingungen kann der Einsatz eines anderen Zählertyps oder eines Wasservolumenzählsystems vorgesehen werden, wenn die Anbringung oder Benutzung eines der drei oben angeführten Zählerkategorien technisch unmöglich ist.

**Art. 7** - Ist das Wasserentnahmebauwerk ein Brunnen, dann verfügt Letzterer über:

- 1° eine Vorrichtung zur Entnahme von für das Rohwasser repräsentativen Proben, und
- 2° eine Vorrichtung zur Messung des Wasserstands.

#### KAPITEL III — *Betrieb*

**Art. 8** - In den Sonderbedingungen können zusätzliche Schutzmaßnahmen in der Wasserentnahmezone auferlegt werden, falls die Anwendung von Artikel R.157 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zu einer Verkleinerung der Zone im Verhältnis zu der durch Artikel R. 154 desselben Gesetzbuches vorgeschriebenen Begrenzung führt.

**Art. 9** - In der Wasserentnahmezone sind alle anderen Aktivitäten und Anlagen untersagt, die nicht für die Bewirtschaftung der Wasserentnahme notwendig sind.

**Art. 10** - Der Betreiber schützt das Wasser gegen Verschmutzungen, die von der Wasserentnahmezone stammen, auch wenn sie auf Dritte zurückzuführen sind.

**Art. 11** - Dort, wo es möglich ist, in die Wasserentnahmezone einzudringen, stellt der Betreiber eine Umzäunung auf, durch die der Zugang zur Entnahmezone untersagt wird, unter der Voraussetzung, dass die Wasserentnahmezone sich nicht bereits innerhalb eines breiteren umzäunten und gegen Intrusionen geschützten Gebiets befindet.

**Art. 12** - Ein Schild, das mit dem in der Anlage I erwähnten Muster übereinstimmt, wird so angebracht, dass es von allen Zugängen zur Wasserentnahmezone sichtbar ist.

**Art. 13** - In den Sonderbedingungen können Maßnahmen auferlegt werden, durch die gesichert wird, dass die Gesamtmenge des in einer Grundwasserleitschicht entnommenen Wassers das jährliche Durchschnittsvolumen der natürlichen Wasserzufuhr besagter Grundwasserleitschicht nicht überschreitet.

In den Sonderbedingungen können Maßnahmen auferlegt werden, durch die gesichert wird, dass die Gesamtmenge des in einer Grundwasserleitschicht entnommenen Wassers nicht ein Volumen überschreitet, das zu jeder Zeit den Niederwasserabfluss der von dieser Wasserleitschicht versorgten Wasserläufe sicherstellt.

**Art. 14** - Wenn ein Brunnen, dessen Bewirtschaftung vollständig aufgegeben ist, nicht der Wallonischen Region für piezometrische und/oder Qualitätskontrollen zur Verfügung gestellt wird, wird er zu Lasten des Betreibers zugeschüttet, unter Beachtung der in der Anlage II angeführten Vorschriften.

#### KAPITEL IV — *Pumpversuche und zeitweilige Pumparbeiten*

**Art. 15** - Die Kapitel II und III, mit Ausnahme von Artikel 4 Absatz 1, und Artikel 13 Absatz 2, sind nicht auf Pumpversuche und zeitweilige Pumparbeiten anwendbar.

**Art. 16** - In den Sonderbedingungen werden die vorübergehenden und besonderen Schutzmaßnahmen angegeben, um eine Wasserverunreinigung zu vermeiden.

**Art. 17** - Das entnommene Wasser wird anhand von wasserdichten Leitungen in einer zureichenden Entfernung abgeleitet, damit jegliche Stagnation oder Versickerung vermieden werden kann.

**Art. 18** - Die Ausrüstung der zwecks Pumpversuchen durchgeführten Brunnen muss derart sein, dass die Tiefe des Bauwerks sowie der Wasserstand der Grundwasserleitschicht einfach und genau gemessen werden können.

**Art. 19** - Der Betreiber trifft die notwendigen Maßnahmen, um das Grundwasser nicht zu verschmutzen. Er ist insbesondere dazu verpflichtet, den Schutz des Wassers gegen Verschmutzungen, die von der vorübergehenden Schutzfläche stammen, zu gewährleisten (auch wenn sie auf Dritte zurückzuführen sind).

**Art. 20** - Der Betreiber einer Anlage für zeitweilige Pumparbeiten übermittelt der Verwaltung die Agenda der Arbeiten mindestens fünfzehn Tage vor deren Anfang. Jede Änderung der Arbeitsplanung wird unmittelbar der Verwaltung mitgeteilt.

Ausgrabungsarbeiten sind von dem Grundwasservorkommen möglichst getrennt durchzuführen. Das Abpumpen ist zeitlich und volumenmäßig maximal zu begrenzen.

Der Betreiber führt ein Baustellentagebuch, in dem er alle nützlichen Informationen über die Wasserzufüsse notiert. Die Leistung der Pumpen und ihre Betriebsdauer werden dort Tag für Tag notiert.

Die gepumpten Wasservolumen werden zusammengerechnet, indem die Stundenleistung der Pumpen mit der Anzahl Betriebsstunden multipliziert wird, wobei jede angefangene Stunde als volle Stunde zählt.

Gegebenenfalls wird das Niederschlagswasser, das von außerhalb der vorübergehenden Schutzfläche eindringt, anhand geeigneter Vorrichtungen abgeleitet.

Um Streitfälle mit den Anwohnern bei etwaigen Schäden an den Immobilien zu vermeiden, erstellt der Betreiber einen vorherigen Ortsbefund vor dem Anfang der Arbeiten und einen neuen Ortsbefund nach der Wiederinstandsetzung des Umfelds nach Abschluss der Arbeiten.

**Art. 21** - Binnen drei Monaten nach dem Ende der Pumpversuche oder der zeitweiligen Pumparbeiten übermittelt der Betreiber der Verwaltung einen Bericht mit seinen Schlussfolgerungen. In diesem Bericht stehen mindestens folgende Angaben:

- 1° die Perioden, in denen die Pumparbeiten stattgefunden haben;
- 2° die während jeder Periode entnommenen Wassermengen mit Angabe des Durchflusses;
- 3° der vor dem Pumpen gemessene Wasserstand sowie die Höhe der Messmarkierung;
- 4° der minimale Wasserstand während jeder Periode.

**Art. 22** - In den Sonderbedingungen werden die Bestimmungen für die Lagerung der flüssigen Produkte, die eine Verunreinigung des Grundwassers verursachen können, angegeben.

#### KAPITEL V — *Unfallverhütung*

**Art. 23** - Jede Verschmutzung, die vom Betreiber festgestellt oder ihm zur Kenntnis gebracht wird, die das Wasserentnahmebauwerk erreicht oder erreichen könnte, oder jede bedeutende und plötzliche Änderung der Qualität des entnommenen Wassers wird sofort der Verwaltung gemeldet.

#### KAPITEL VI — *Kontrolle und Überwachung*

**Art. 24** - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Konformitäts- und Eichungsbescheinigung des gemäß Artikel 6 Absatz 1 installierten Wasserzählers zur Verfügung.

**Art. 25** - Der Betreiber der Wasserentnahme ist verpflichtet, jedes Jahr, und dies spätestens zum 31. März, das während des vorhergehenden Jahres entnommene Wasservolumen bei der Verwaltung anzugeben.

Ein auszufüllendes Formular wird ihm im Voraus von der Verwaltung zugeschickt.



**Art. 26** - Der Betreiber erfasst den Wasserstand im Brunnen und/oder in den Piezometern einmal pro Monat. Das Ergebnis dieser Erfassungen sowie das Ergebnis der Volumenzählungen werden unverzüglich in einem dafür vorgesehenen Register eingetragen, das dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und der Verwaltung jederzeit zur Verfügung steht und am Betriebsort (oder, wenn dies nicht möglich ist, an einem anderen, vom Betreiber angegebenen Ort) eingesehen werden kann.

**Art. 27** - Die Verwaltung kontrolliert die Funktionstüchtigkeit der in Artikel 6 und 7 angegebenen Messvorrichtungen. Sie wird über jede Änderung bzw. den Austausch dieser Vorrichtungen informiert.

**Art. 28** - In den Sonderbedingungen können Vorschriften betreffend die quantitative und qualitative Kontrolle auferlegt werden, insbesondere gemäß den Artikeln D.180 bis D.193, R. 43bis bis R. 43bis-5 und R. 226 und den Anlagen IV.II und XI des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet.

In den Sonderbedingungen können ebenfalls die maximalen genehmigten Stunden-, Tages- und Jahresmengen auferlegt werden.

**Art. 29** - Die Artikel 26, 27 und 28 sich nicht auf Pumpversuche und zeitweilige Pumparbeiten anwendbar.

#### TITEL II — Abänderungsbestimmungen

**Art. 30** - In Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird folgender Absatz zwischen Absatz 2 und Absatz 3 eingefügt:

«Der Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung für eine Wasserentnahme enthält folgende Angaben:

- 1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;
- 2° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung des Wasserentnahmebauwerks;
- 3° die Benutzung des entnommenen Wassers;
- 4° das maximale Wasservolumen, das pro Tag und pro Jahr entnommen werden kann;
- 5° die Häufigkeit der Erfassung der Wasservolumen und der Qualitätskontrollen des entnommenen Wassers.

Gegebenenfalls wird auch Folgendes angegeben:

- 1° die Trennung zwischen den verschiedenen Grundwasserleitschichten;
- 2° der Schutz der in der Nachbarschaft liegenden Grundwasserentnahmestellen;
- 3° die Sicherheit der Personen und der Güter;
- 4° die Lokalisierung der Piezometer für die Messung der hydrogeologischen Parameter des bewirtschafteten Grundwasservorkommens und für die Entnahme der dafür bestimmten Proben;
- 5° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung von für den Betrieb notwendigen Nebenbauwerken, die eine Verunreinigungsgefahr darstellen, wie beispielsweise Zugangsschächte und Schächte für die Belüftung von Fassungsstollen.»

**Art. 31** - In Artikel 46 desselben Erlasses wird der folgende Absatz zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

«Der Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung für eine Wasserentnahme enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Vorrichtungen zur Wasserentnahme;
- 2° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung des Wasserentnahmebauwerks;
- 3° die Benutzung des entnommenen Wassers;
- 4° das maximale Wasservolumen, das pro Tag und pro Jahr entnommen werden kann;
- 5° die Häufigkeit der Erfassung der Wasservolumen und der Qualitätskontrollen des entnommenen Wassers.

Gegebenenfalls wird auch Folgendes angegeben:

- 1° die Trennung zwischen den verschiedenen Grundwasserleitschichten;
- 2° der Schutz der in der Nachbarschaft liegenden Grundwasserentnahmestellen;
- 3° die Sicherheit der Personen und der Güter;
- 4° die Lokalisierung der Piezometer für die Messung der hydrogeologischen Parameter des bewirtschafteten Grundwasservorkommens und für die Entnahme der dafür bestimmten Proben;
- 5° die Bestimmungen für die Durchführung und Ausrüstung von für den Betrieb notwendigen Nebenbauwerken, die eine Verunreinigungsgefahr darstellen, wie beispielsweise Zugangsschächte und Schächte für die Belüftung von Fassungsstollen.»

#### TITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

**Art. 32** - Der Titel I findet ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1:

- 1° finden Artikel 4 Absatz 2, und Artikel 5 auf die bestehenden Betriebe spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses Anwendung;
- 2° ist Artikel 7 Nummer 2° nicht auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 33** - Für Titel II werden die vor dem Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge für den Betrieb einer Wasserentnahme sowie die betreffenden Verwaltungsbeschwerden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.


**Art. 34** - Der für die Umwelt zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## Anlage I

0,70	 <p><b>RÉGION WALLONNE</b></p> <p><b>ZUTRITT VERBOTEN</b></p> <h1 style="margin: 0;">WASSERENTNAHMEZONE</h1> <p>In der Wasserentnahmezone sind nur Tätigkeiten erlaubt, die in direktem Zusammenhang mit der Wassergewinnung einschließlich der Wartung und Einrichtung der Anlage zur Wasserentnahme stehen.</p>	0,57
<p><b>DEM BETREIBER VORBEHALTENES FELD</b></p> <p>Obligatorische Angabe: NAME DES BETREIBERS</p> <p>Fakultative Angaben: - KURZBEZEICHNUNG DER GESELLSCHAFT - NAME DER WASSERENTNAHME - RUFNUMMER, REFERENZNUMMER, ... - GEMEINDE, ...</p>		
<p><b>BEI UNFALL SIND FOLGENDE PERSONEN / STELLEN ZU INFORMIEREN:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. "Name des Betreibers": "Rufnummer der zu benachrichtigenden Person"</li> <li>2. Wallonische Region – SOS POLLUTION : 070.23.30.01 (24h/24)</li> <li>3. Zivilschutz: DIENST 100</li> <li>4. Europäische Notrufnummer: 112</li> </ol>		

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 4. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## ANLAGE II: ZUSCHÜTTEN VON BRUNNEN

Brunnen sind fachgerecht zuzuschütten, unter Anwendung geeigneter technischer Verfahren, durch die gesichert wird, dass kein Wasser zwischen den verschiedenen durchbohrten Grundwasservorkommen fließen und sich keine Verschmutzung ausbreiten kann.

Die empfohlene Methode besteht darin, den Brunnen mit Magerbeton unter Druck aufzufüllen, von der Basis des Brunnens aus bis fast auf Bodenhöhe, um eine einwandfreie Homogenität der Zementierung zu erreichen.

Wenn man jedoch eine Gefahr der Einführung von Zement in den Grundwasserleiter erkennt, insbesondere wenn die Brunnenfilter beschädigt sind und der Grundwasserleiter größere Risse aufweist, ist der Brunnen bis über den Wasserpegel mit sauberem Quarzkiez zuzuschütten, dessen Durchmesser dem Brunnendurchmesser angepasst ist.

Oberhalb dieses Pegels wird der Brunnen mit mindest 1 m Blähton oder reinem dünnflüssigem Zement gefüllt; über diese Schicht und bis zur Bodennähe kommt dann eines der folgenden Materialien:

- 1° Sand oder Kies mit einem dem Durchmesser des Brunnens angepassten Durchmesser;
- 2° Blähton;
- 3° reiner dünnflüssiger Zement;
- 4° flüssiger Beton oder Mörtel;
- 5° Inertes, erd- und schieferfreies Füllmaterial mit einem dem Durchmesser des Brunnens angepassten Durchmesser.

Schließlich wird der Brunnen mit einer mindestens 0,20 m starken, vor Ort gegossenen Stahlbetonplatte verschlossen; diese wird auf dem Brunnen zentrisch angebracht und muss so bemessen sind, dass über den ganzen Umkreis des Brunnens eine Kante von mindestens 1 m zustande kommt. Die Armierung muss gewährleisten, dass die Platte unter den lokalen Benutzungsbedingungen des Standorts intakt bleibt. Die Gerätschaften und Ausstattungen des Brunnens werden so abgeschnitten, dass sie in der Betonplatte und mindestens 10 cm von der Oberkante der Platte eingegossen werden. Wird auf dem zugeschütteten Brunnen ein Bau geplant, wird die Platte, die den Brunnen deckt, eingegraben und vom Bau getrennt. Wird das Gelände wieder landwirtschaftlich angebaut, so wird diese Vorrichtung ein Meter tief begraben und mit Ackererde bedeckt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 4. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1101

[C - 2009/27058]

**12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 8, 9, 17, eerste lid, en 45, § 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 44.774/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juli 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking heeft gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

## TITEL I. — Algemene bepalingen

## HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en begripsomschrijving

**Artikel 1.** Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is, bedoeld in de rubrieken 41.00.02.01 en 41.00.02.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat niet tot drinkwater

verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is, bedoeld in de rubrieken 41.00.03.02 en 41.00.03.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze voorschriften wordt verstaan onder :

- 1° waterwinning : de operatie waarbij grondwater wordt getapt;
- 2° waterwingebied : het gebied zoals omschreven in de artikelen D.2, 93° en R. 154 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;
- 3° waterwininstallatie : alle putten, winningen, draineringen en, doorgaans, alle werken en installaties bestemd om een waterwinning tot stand te brengen, met inbegrip van de winningen van bronnen aan het welpunt ervan;
- 4° oppervlakte-installatie : het gedeelte van waterwinwerk dat aan de oppervlakte ligt, alsook het gebouw waardoor het beschermd wordt, met inbegrip van de verluchtingssystemen en de mangaten;
- 5° Administratie : het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- 6° grondwater : al het water onder de grondoppervlakte, in de saturatiezone, in rechtstreeks contact met de grond of de ondergrond. Het bronwater aan het welpunt is grondwater;
- 7° water dat tot drinkwater verwerkbaar is : alle grondwater of oppervlaktewater dat natuurlijkerwijze of na een geschikte fysisch-chemische of microbiologische behandeling voor distributie bestemd is om zonder gevaar voor de gezondheid verbruikt te worden;
- 8° water dat voor menselijk verbruik bestemd is : het water dat, hetzij natuurlijkerwijze, hetzij na behandeling, bestemd is om gedronken te worden, om te koken, om voedingsmiddelen te bereiden of dat voor andere huishoudelijke gebruiken dient, ongeacht de oorsprong ervan en ongeacht het feit dat het geleverd wordt door een distributienet via leidingen of vanaf een private waterwinning, een tankwagen of -schip, alsook het water dat aan de voedingsbedrijven vanaf een distributienet geleverd wordt vóór elke hantering of behandeling in die bedrijven;
- 9° proefbemaling : bemaling die niet langer dan twaalf maanden duurt teneinde de kenmerken van bedoelde grondwaterspiegel te bepalen;
- 10° tijdelijke bemaling : bemaling gedurende civieltechnische of private werken;
- 11° bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk is vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit. De inrichting waarvoor de vergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit besluit is ingediend, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld.

#### HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** Het waterwingebied wordt ingericht zodat het afvloeiend water dat van dat gebied afkomstig is kan wegvloeien en zodat alle soorten water die van buiten het gebied afkomstig zijn er niet kunnen binnendringen of zich niet aan de rand ervan kunnen opstapelen.

De onbebouwde gedeelten van het waterwingebied worden ingericht zodat elke waterbesmetting voorkomen wordt.

**Art. 4.** De waterwininstallatie, de eventuele piëzometers, alsook elk bijkomend werk dat nodig is voor de exploitatie en dat gevaar voor vervuiling inhoudt, worden verwezenlijkt en ingericht zodat elke besmetting van de grondwaterlaag en van het getapte water voorkomen wordt. De kenmerken van de gebruikte materialen garanderen de duurzame kwaliteit van de werken en van de grondwateren.

Wanneer de installaties bedoeld in het eerste lid gevestigd zijn in een gebied waar gevaar voor overstroming bestaat, worden ze geplaatst in een waterdicht lokaal dat uitgerust is met een systeem dat de afvoer van eventueel insijpelend water garandeert. Zoniet wordt het bovenste gedeelte van die installaties waterdicht gemaakt en steekt het voldoende boven het grondniveau uit.

**Art. 5.** Wanneer de waterwininstallatie een put is, wordt elke persoon zonder machtiging van de exploitant de toegang ertoe ontzegd d.m.v. een waterdichte voorziening bestaande uit een deksel of een deur en voorzien van een systeem waarmee ze met een sleutel op slot gedaan kan worden.

De waterwininstallatie is uitgerust met een peilmerk dat als zodanig geïdentificeerd wordt en dat onverwijderbaar, onveranderlijk en goed zichtbaar is.

**Art. 6.** De waterwininstallatie is uitgerust met een watermeter, voorzien van een conformiteitsattest en een ijkingscertificaat, van één van de volgende types :

- 1° dynamische turbinemeter;
- 2° volumemeter met draaizuiger;
- 3° elektromagnetische meter uitgerust met een debietmeter-integrator.

De bijzondere voorwaarden kunnen voorzien in de plaatsing van een ander type meter of van een systeem voor het meten van het watervolume wanneer de installatie of het gebruik van één van de drie meters bedoeld in het vorige lid technisch onmogelijk is.

**Art. 7.** Wanneer de waterwininstallatie uit een put bestaat, is ze uitgerust met :

- 1° met een voorziening waarmee representatieve monsters van het brutowater genomen kunnen worden;
- 2° met een voorziening om het waterpeil te meten.

#### HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

**Art. 8.** De bijzondere voorwaarden kunnen bijkomende beschermingsmaatregelen opleggen in het waterwingebied wanneer de toepassing van artikel R. 157 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, een inperking van het gebied t.o.v. de in artikel R. 154 van hetzelfde Wetboek voorgeschreven afbakening tot gevolg heeft.

**Art. 9.** Elke andere activiteit en installatie dan die welke nodig zijn voor het gebruik van de waterwinning zijn verboden in het waterwingebied.

**Art. 10.** De exploitant zorgt ervoor dat de wateren beschermd worden tegen elke dreiging afkomstig van het waterwingebied, zelfs uit hoofde van derden.

**Art. 11.** De exploitant plaatst daar waar in het waterwingebied binnengedrongen kan worden een omheining om de toegang te ontzeggen voor zover het waterwingebied niet getapte is in een ruimere omheining die tegen indringers afgeschermd is.

**Art. 12.** Een paneel naar het model in bijlage I wordt geplaatst zodat het zichtbaar is vanaf alle plekken die toegang tot het waterwingebied verlenen.

**Art. 13.** De bijzondere voorwaarden kunnen maatregelen opleggen om zeker te zijn dat de in een grondwaterspiegel getapte totale waterhoeveelheid het gemiddelde jaarvolume van de natuurlijke bevoorrading van die grondwaterspiegel niet overschrijdt.

De bijzondere voorwaarden kunnen maatregelen opleggen om zeker te zijn dat de in een grondwaterspiegel getapte totale waterhoeveelheid niet groter is dan een volume dat elk ogenblik de waterstandebiet garandeert van de waterlopen die door die grondwaterspiegel bevoorradd worden.

**Art. 14.** Wanneer de put waarvan de exploitatie definitief opgegeven wordt niet ter beschikking van het Waalse Gewest gesteld wordt om voor piëzometrische en/of kwalitatieve controles te dienen, wordt hij opgevuld voor rekening van de exploitant opgevuld volgens de voorschriften bedoeld in bijlage II.

#### HOOFDSTUK IV. — *Exploitatie van proefbemalingen en van tijdelijke bemalingen*

**Art. 15.** De hoofdstukken II en III, met uitzondering van de artikelen 4, eerste lid, en 13, tweede lid, zijn niet van toepassing op proefbemalingen en tijdelijke bemalingen.

**Art. 16.** De tijdelijke en bijzondere beschermingsmaatregelen die genomen moeten worden om watervervuiling te voorkomen, liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

**Art. 17.** Het getapte water wordt via waterdichte leidingen op voldoende afstand afgevoerd teneinde stagnatie of insijpeling te voorkomen.

**Art. 18.** De putten verwezenlijkt met het oog op proefbemalingen zijn uitgerust zodat de diepte van het werk en van het waterpeil van de grondwaterspiegel makkelijk en nauwkeurig gemeten kunnen worden.

**Art. 19.** De exploitant neemt de nodige maatregelen om te voorkomen dat het grondwater aangetast wordt. Hij moet o.a. het grondwater afschermen tegen elke aantasting afkomstig van het tijdelijke afschermingsgebied, zelfs uit hoofde van derden.

**Art. 20.** De exploitant van een tijdelijke bemaling stuurt de agenda van de werkzaamheden minstens vijftien dagen voordat ze aangevat worden aan de Administratie. Elke wijziging in de agenda wordt onmiddellijk aan de Administratie meegedeeld.

De opgravingen worden zoveel mogelijk van de grondwaterspiegel geïsoleerd. De bemaling wordt zoveel mogelijk in tijd en volume beperkt.

De exploitant houdt een werfregister waarin hij de nuttige gegevens i.v.m. waterkomst inschrijft. Het vermogen van de pompen en de werkingsduur ervan worden er dagelijks in opgenomen.

De afgeleide watervolumes worden in de boeken opgenomen na vermenigvuldiging van het uurdebit van de pompen met het aantal werkingsuren, waarbij elk aangesneden uur als een vol uur beschouwd wordt.

(Le cas échéant, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'aire de protection temporaire sont déviées par des dispositifs appropriés.)

Om elke betwisting met de aanwonenden te voorkomen in geval van eventuele schade aan de gebouwen, maakt de exploitant een voorafgaande plaatsbeschrijving vooraleer de werkzaamheden aangevat worden en een stand van herstel nadat ze voltooid zijn.

**Art. 21.** De exploitant stuurt binnen drie maanden na afloop van de proefbemalingen of van de tijdelijke bemalingen een conclusierapport aan de Administratie. Dat rapport bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° de bemalingsperiodes ;
- 2° de debieten opgenomen in de loop van elke periode;
- 3° het waterpeil gemeten vóór de bemaling, alsook de situatie van het meetteken;
- 4° het minimaal waterpeil gemeten in de loop van elke periode.

**Art. 22.** De modaliteiten voor de opslag van de vloeibare producten die het grondwater kan besmetten, liggen vast in de bijzondere voorwaarden.

#### HOOFDSTUK V. — *Ongevallenpreventie*

**Art. 23.** Elke vervuiling die door de exploitant wordt vastgesteld of waarvan hij kennis krijgt, die het waterwinwerk aantast of dreigt aan te tasten, of elke noemenswaardige en plotse verandering van de kwaliteit van het getapte water wordt onmiddellijk aan de Administratie meegedeeld.

#### HOOFDSTUK VI. — *Controle en toezicht*

**Art. 24.** Het conformiteitsattest en het ijkingscertificaat van de overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, eerste lid, geplaatste watermeter worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudend ambtenaar.

**Art. 25.** De exploitant van de waterwinning moet het in de loop van het vorige jaar getapte watervolume jaarlijks uiterlijk 31 maart bij de Administratie aangeven.

De Administratie stuurt hem vooraf een in te vullen formulier.

**Art. 26.** De exploitant meet één keer per maand het waterpeil in de put en/of in de piëzometers op. Het resultaat van die opmetingen en die van de opmetingen i.v.m. de telling van de volumes worden onmiddellijk opgenomen in een register ad hoc, dat elk ogenblik op de plaats van de exploitatie (of, indien niet mogelijk, op de door de exploitant vermelde plaats) door de toezichthoudend ambtenaar en de Administratie ingekeken kan worden.



**Art. 27.** De Administratie controleert de goede staat van de meetvoorzieningen bedoeld in de artikelen 6 en 7. Ze wordt op de hoogte gehouden van elke wijziging of vervanging van die voorzieningen.

**Art. 28.** De bijzondere voorwaarden kunnen de voorschriften betreffende de kwantitatieve en kwalitatieve controle opleggen, met name overeenkomstig de artikelen D.180 tot D.193, R. 43bis tot R. 43bis-5 en R. 226 en de bijlagen IV,II en XI bij Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

De bijzondere voorwaarden kunnen ook het toegelaten maximale uur-, dag- en jaardebiet opleggen.

**Art. 29.** De artikelen 26, 27 en 28 zijn niet van toepassing op de proefbemalingen en de tijdelijke bemalingen.

#### TITEL II. — Wijzigingsbepalingen

**Art. 30.** In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De beslissing waarbij de milieuvergunning voor een waterwinning toegekend wordt, vermeldt :

- 1° de waterwinvoorzieningen;
- 2° de modaliteiten voor de verwezenlijking en de uitrusting van het werk;
- 3° het gebruik van het getapte water;
- 4° het maximale watervolume dat per dag en per jaar getapt mag worden;
- 5° de frequentie van de opmetingen inzake het tellen van de volumes en bij de controle van de kwaliteit van het getapte water.

In voorkomend geval vermeldt ze ook :

- 1° de afzondering van de verschillende grondwaterspiegels;
- 2° de bescherming van de grondwaterwinningen in de buurt;
- 3° de veiligheid van de personen en de goederen;
- 4° de plaatsbepaling van de piëzometers die bestemd zijn voor de meting van de hydrogeologische parameters i.v.m. de geëxploiteerde grondwaterspiegel en het nemen van desbetreffende monsters;
- 5° de modaliteiten voor de verwezenlijking en de uitrusting van bijkomende werken die nodig zijn voor de exploitatie en die gevaar voor vervuiling inhouden, zoals toegangs- en verluchtingsputten van winnings-galerijen. »

**Art. 31.** In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« De beslissing waarbij de milieuvergunning voor een waterwinning toegekend wordt, vermeldt :

- 1° de waterwinvoorzieningen;
- 2° de modaliteiten voor de verwezenlijking en de uitrusting van het werk;
- 3° het gebruik van het getapte water;
- 4° het maximale watervolume dat per dag en per jaar getapt mag worden;
- 5° de frequentie van de opmetingen inzake het tellen van de volumes en bij de controle van de kwaliteit van het getapte water.

In voorkomend geval vermeldt ze ook :

- 1° de afzondering van de verschillende grondwaterspiegels;
- 2° de bescherming van de grondwaterwinningen in de buurt;
- 3° de veiligheid van de personen en de goederen;
- 4° de plaatsbepaling van de piëzometers die bestemd zijn voor de meting van de hydrogeologische parameters i.v.m. de geëxploiteerde grondwaterspiegel en het nemen van desbetreffende monsters;
- 5° de modaliteiten voor de verwezenlijking en de uitrusting van bijkomende werken die nodig zijn voor de exploitatie en die gevaar voor vervuiling inhouden, zoals toegangs- en verluchtingsputten van winnings-galerijen. »

#### TITEL III. — Overgangs- en slotbepalingen

**Art. 32.** Titel I is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra dit besluit in werking treedt.

In afwijking van het eerste lid :

- 1° zijn de artikelen 4, tweede lid, en 5 uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen;
- 2° is artikel 7, 2°, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen.

**Art. 33.** Wat Titel II betreft, worden de aanvragen tot vergunningen voor de exploitatie van een waterwinning die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediend worden, alsook de desbetreffende administratieve beroepen, behandeld volgens de regels van kracht op de dag van de indiening van de aanvraag.

**Art. 34.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## Bijlage I

0,70	0,57
 <p><b>RÉGION WALLONNE</b></p> <p>VERBODEN TOEGANG</p> <h1 style="margin: 0;">WATERWINGEBIED</h1> <p>Alleen de activiteiten in rechtstreeks verband met waterproductie, inclusief het onderhoud en de inrichting van de waterwinningen, zijn binnen een waterwingebied toegelaten.</p>	
<p><b>VAK VOORBEHOUDEN AAN DE EXPLOITANT</b></p> <p>Verplicht : <b>NAAM VAN DE EXPLOITANT</b></p> <p>Facultatief : - <b>LETTERWOORD VAN DE MAATSCHAPPIJ</b>          - <b>NAAM VAN DE WATERWINNING</b>          - <b>TELEFOONNUMMER, REFERENTIENUMMER, ...</b>          - <b>GEMEENTE, ...</b></p>	
<p><b>TE VERWITTIGEN BIJ ONGEVAL :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. « Naam van de exploitant » : « telefoonnummer van de contactpersoon »</li> <li>2. Région wallonne – SOS POLLUTION : 070.23.30.01 (24/24 u)</li> <li>3. Civiele bescherming : DIENST 100</li> <li>4. Enig Europees noodoproepnummer : 112</li> </ol>	

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## BIJLAGE II : OPVULLING VAN EEN PUT

De opvulling van een put wordt volgens de regels van de kunst uitgevoerd door toepassing van de geschikte technieken, die garanderen dat geen water tussen de verschillende doorkruiste grondwaterspiegels stroomt en dat geen vervuiling overgebracht wordt.

Volgens de aanbevolen methode wordt vanaf de basis van het waterwinwerk magere beton onder druk tot boven in de buurt van de grond geïnjecteerd om een perfecte homogeniteit van de cementinjectie te waarborgen.

Wanneer evenwel geconstateerd wordt dat cement in de grondwaterspiegel geïnjecteerd dreigt te worden, met name als de zuigkorven/roosters beschadigd zijn en de waterhoudende laag belangrijke barsten vertoont, wordt de opvulling tot boven het waterpeil uitgevoerd d.m.v. zuiver en kiezelhoudend grind waarvan de diameter overeenstemt met de diameter van de put.

Boven dat peil wordt de put gevuld met minimum één meter zwelklei of met een zuivere cementmortel, met daar bovenop tot vlak bij de grond één van de volgende materialen wordt geplaatst :

- 1° zand of grind waarvan de diameter met die van de put overeenstemt;
- 2° zwelklei;
- 3° zuivere cementmortel;
- 4° vloeibare beton of mortel;
- 5° inerte ophogingen (niet grondachtig en geen schist) waarvan de diameter met die van de put overeenstemt.

De eindafsluiting bestaat uit een afdekplaat uit gewapend beton die ter plaatse op de put gegoten wordt (minimum 0,20 m dik), waarvan de afmeting volstaat om de put te bedekken met minstens één meter overloop aan de rand. De wapening wordt berekend zodat de afdekplaat intact blijft in de plaatselijke gebruiksomstandigheden van de site. De uitrustingen van de put worden gesneden op een niveau zodat ze in de afdekplaat onder water gezet worden op minimum 10 centimeter onder het oppervlak ervan. Wanneer een bouwerk op de opgevlude put gepland wordt, wordt de afdekplaat die de put afsluit ingegraven en ervan gescheiden. Wanneer het terrein weer voor teelten bestemd wordt, wordt die voorziening één meter diep ingegraven en vervolgens met bebouwbare grond overdekt.

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat tot drinkwater verwerkbaar of voor menselijk verbruik bestemd is en betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van grondwater dat niet tot drinkwater verwerkbaar of niet voor menselijk verbruik bestemd is en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1102

[C - 2009/27057]

**2 FEVRIER 2009. — Arrêté ministériel adaptant l'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu la Directive européenne (91/676/CEE) du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu le chapitre IV du Livre II de la partie réglementaire du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et notamment les articles R. 220 et R. 228;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi, par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL), de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 fixant les conditions d'agrément des laboratoires chargés des analyses de sol pour y quantifier l'azote potentiellement lessivable (APL) dans le cadre de la mise en œuvre de l'article R. 220 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture, tel que modifié le 15 février 2007, et dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 février 2008 relatif au suivi par des mesures de l'azote potentiellement lessivable (APL) de la conformité des exploitations agricoles situées en zone vulnérable aux bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, et plus particulièrement son article 8;

Considérant la nécessité d'établir une méthodologie précise pour l'établissement fiable de la mesure d'azote potentiellement lessivable dans les sols;

Considérant la nécessité d'établir chaque année des valeurs de référence d'APL reflétant les bonnes pratiques agricoles nécessaires à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles, mises en œuvre sur chaque classe de culture ou de prairie;

Considérant la nécessité de comparer de manière objective les APL mesurés dans les sols à ces valeurs de référence et d'assurer un traitement équivalent à toutes les cultures,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La définition du coefficient D fixée dans le point 1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 18 février 2008 portant certaines dispositions d'exécution relatives aux techniques de mesure de l'azote potentiellement lessivable et au « survey surfaces agricoles » en application du chapitre IV de la partie réglementaire du Code de l'Eau la phrase « D est exprimé en kg N-NO<sub>3</sub>/ha » est complété comme suit :

« et, D n'est jamais inférieur à 15 kg N-NO<sub>3</sub>/ha ».